La France doit quitter l'Afghanistan

Alors que les violences redoublent en Afghanistan à l'approche de l'élection présidentielle prévue pour le 20 août, les opinions publiques européennes semblent se lasser. C'est tout particulièrement vrai en France. En 2008, 55 % des Français déclaraient souhaiter le retrait des troupes d'Afghanistan. Ils sont désormais 68 %, soit plus des deux tiers de la population, à désapprouver la décision de Nicolas Sarkozy d'envoyer de nouvelles troupes à Kaboul. Cette position est même majoritaire (53 %) dans le propre parti du président – les sympathisants du Front national étant les seuls à se singulariser, en étant pratiquement aussi nombreux à approuver la guerre américaine qu'à s'y opposer.

Lors de la création, le 20 décembre 2001 par le Conseil de Sécurité de l'ONU, de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), la tâche de l'armée française se bornait à assurer la sécurisation de Kaboul et de ses environs, à lutter contre les narcotrafiquants et à participer à la « reconstruction » du pays, tout en permettant à certaines de ses forces spéciales de participer à des missions ciblées de lutte antiterroriste. Mais très vite, le conflit s'est transformé. Au départ, deux opérations distinctes se juxtaposaient : une opération multinationale sous contrôle européen, celle de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), et une opération américaine. Cette distinction s'est ensuite effacée. Le tournant a eu lieu en août 2003, lorsque la FIAS est passée sous le commandement de l'OTAN, c'est-à-dire de fait sous l'autorité de Washington, ce qui a eu pour effet d'élargir le mandat de la Force internationale.

Progressivement, la situation a été de moins en moins maîtrisée. Sur place, la confusion s'est instaurée, du fait d'une absence totale de concertation et de stratégie globale, tant en matière d'objectifs que de moyens. A Paris, alors que Jacques Chirac avait limité la participation des troupes françaises au strict minimum, Nicolas Sarkozy a voulu faire du zèle pour satisfaire ses amis américains. Au sommet de l'OTAN de Bucarest, en avril 2008, l'envoi d'un contigent supplémentaires de 700 soldats a été annoncé. Peu après, la France décidait de réintégrer l'OTAN, que le général de Gaulle avait quitté en 1966.

Il y a maintenant 12 500 militaires français déployés en Aghanistan et dans la région (un chiffre supérieur à celui des contingents allemand et italien). Ces troupes sont engagées dans de très mauvaises conditions de cohérence opérationnelle, du fait que leurs actions dépendent de l'appui et du renseignement tactique de moyens de la coalition. 26 soldats français ont été tués, dont dix dans une embuscade tendue dans la vallée d'Uzbin le 21 août 2008.

Le adversaires de la guerre avancent deux raisons : cette guerre n'est pas la nôtre, et elle ne peut pas être gagnée.

Alors que le gouvernement répète sans convaincre qu'un désengagement favoriserait le retour d'un régime taliban à Kaboul et la réimplantation d'Al-Qaïda dans une région géopolitique sensible, les Français constatent que les Talibans, expression de l'identité tribale patchoune, la principale ethnie du pays, ne sont pas des exportateurs de violence, et que la France et les Afghans n'ont aucun objet de litige.

Ils constatent surtout que, sur le terrain, jamais la situation n'a été aussi mauvaise : les forces internationales ont plus perdu d'hommes en juillet dernier qu'en aucun autre mois depuis le début de la guerre. Le président Karmid Zaraï, chef d'un gouvernement faible et corrompu, ne bénéficie que d'une légitimité douteuse et d'un contrôle très réduit de son propre pays (quelques grandes villes et axes stratégiques). Ben Laden n'a toujours pas été capturé. La population afghane vit dans l'insécurité permanente, à la merci des exactions des chefs de guerre, des Talibans, des forces officielle et de militaires américains peu regardants sur le choix de leurs cibles. La vaste majorité des Afghans éprouvent en fait un violent sentiment de rejet vis-à-vis de l'étranger installé sur leur sol. Quant à la lutte contre le narcotrafic, principale source de revenus des Talibans, elle s'est soldée par une augmentation de la production du pavot, qui touche aujourd'hui 195 000 hectares, soit une surface supérieure à celle consacrée en Amérique latine à la culture de la coca.

Alors que la stratégie américaine vise maintenant à étendre la guerre dans l'ouest du Pakistan, extension qui contient en germe une probable déstabilisation de ce pays, il apparaît chaque jour un peu plus qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit aux allures de bourbier.

Au cours de sa visite à Washington en novembre 2007, Nicolas Sarkozy déclarait : « La France restera engagée en Afghanistan aussi longtemps qu'il le faudra, car ce qui est en cause dans ce pays, c'est l'avenir de nos valeurs et celui de l'Alliance atlantique ». Des « valeurs » qui semblent se confondre avec la possible ouverture d'un gazoduc qui, passant par l'Afghanistan, devrait un jour relier la mer Caspienne à la côte pakistanaise de l'océan Indien.

Alain de Benoist

(15 août 2009)